

CHAPITRE 5. L'ÉLECTRICE PARADOXALE

Mariette Sineau

in Pierre Bréchon et al., Les cultures politiques des Français

Presses de Sciences Po | « Académique »

2000 | pages 111 à 136

ISBN 9782724608021

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/les-cultures-politiques-des-francais--9782724608021-page-111.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

CHAPITRE 5

L'ÉLECTRICE PARADOXALE ¹

Les résultats des enquêtes électorales menées depuis une dizaine d'années donnent parfois à penser que le genre n'est plus aujourd'hui un déterminant majeur ni des formes de participation politique ni de l'orientation gauche/droite des comportements politiques. Ce point d'aboutissement serait le résultat de la révolution « silencieuse » qui a bouleversé le statut des électrices. Sous le triple impact de leur entrée massive dans la vie économique, de leur haut degré de scolarisation et de l'action des mouvements féministes, elles se seraient départies d'un apolitisme et d'un conservatisme qu'on aurait dit atavique pour partager désormais les mêmes valeurs que les électeurs. En cette fin de *xx*^e siècle, les Français et les Françaises partagent-ils réellement la même « culture politique », entendue comme « systèmes de croyances empiriques, de symboles expressifs et de valeurs qui définissent la situation dans laquelle prend place l'action politique » (Verba, 1965, p. 513) ? Rien n'est moins sûr. Nous tenterons de le vérifier à partir des résultats de l'enquête de 1997. Pour prendre la mesure des évolutions, les trois grandes enquêtes réalisées par le Cevipof, en 1978, 1988 et 1995, nous serviront de références temporelles.

Rapport au politique, vote, valeurs et choix économiques : ces trois niveaux seront successivement explorés pour isoler ce qui pourrait dessiner les contours d'une culture politique féminine. Produit

1. Je remercie Daniel Boy, Nonna Mayer et Béatrice Roy pour leurs conseils et critiques.

d'une histoire singulière, celle-ci serait nourrie par ce qui, aujourd'hui encore, différencie les deux sexes dans leur rapport au monde et dans leur rapport à la domination et à la violence symbolique¹. Il serait d'ailleurs plus adéquat de parler de cultures féminines au pluriel, tant il est vrai que la population féminine est – plus encore que la population masculine – traversée de lignes de fracture nombreuses. L'une d'entre elles, mise au jour en 1978, à partir d'une enquête par sondage, structure fortement les attitudes et les comportements féminins (Mossuz-Lavau, Sineau, 1983). C'est celle qui sépare l'univers des femmes actives de celui des femmes au foyer. L'enquête de 1997 permet de vérifier à nouveau que l'insertion professionnelle incite les femmes à affirmer leur compétence politique, à voter à gauche et à adhérer à un système culturel libéral, alors que la garde du foyer va de pair avec des attitudes opposées. Pour essentiel qu'il soit, le rapport au travail ne parvient pas, toutefois, à gommer toutes différences politiques selon le genre².

INTÉRÊT VERSUS DISTANCE CRITIQUE VIS-À-VIS DE LA POLITIQUE

Sur la plupart des indicateurs utilisés dans l'enquête de 1997, femmes et hommes expriment un rapport au politique très semblable. La participation électorale aux deux tours de scrutin est quasi identique. Le repérage politique, analysé à partir de la force du lien partisan et de l'auto-identification gauche-droite, est effectué pareillement par les deux composantes de l'électorat. Enfin, la compétence politique, mesurée par le taux de non-réponses aux questions révèle que les femmes se sentent aussi autorisées que les hommes à répondre à l'enquêteur, y compris sur les questions les plus politiques ou les plus techniques (les écarts ne sont le plus souvent que de 1 ou 2 points). Par-delà ces ressem-

1. « Le principe de l'infériorité et de l'exclusion de la femme [...] n'est pas autre chose que la dissymétrie fondamentale, celle du sujet et de l'objet, de l'argent et de l'instrument, qui s'instaure entre l'homme et la femme sur le terrain des échanges symboliques, des rapports de production et de reproduction du capital symbolique, dont le dispositif central est le marché matrimonial, et qui sont au fondement de l'ordre social. » (Bourdieu, 1998, p. 48-49.)

2. Sur le concept de « genre », défini comme la construction sociale – variable dans le temps – des rapports entre les femmes et les hommes, voir Françoise Thébaud, *Écrire l'histoire des femmes*, Paris, ENS Éditions, 1998.

blances générales, nous mettrons en évidence trois séries d'attitudes qui pourraient constituer les éléments d'un rapport particulier que les femmes entretiennent aujourd'hui à la politique : à savoir moins grand intérêt politique autodéclaré, plus grand scepticisme envers la démocratie et ses acteurs, et enfin moins grande fréquence des attitudes protestataires (tableau 1).

Intérêt politique :
« compétence » masculine, auto-exclusion féminine

Les femmes sont encore, en 1997, beaucoup moins nombreuses que les hommes (41 % contre 56 %) à déclarer s'intéresser, beaucoup ou un peu, à la politique. Si l'on admet que la question « Vous intéressez-vous à la politique ? » exprime « ce que le sujet veut faire connaître de sa relation personnelle à la politique » (Ranger, 1990, p. 129), alors on doit considérer que les deux sexes veulent faire savoir un rapport différent à celle-ci.

Privé/public :
quel lieu pour une parole politique légitime ?

L'intérêt politique des femmes est sujet à grande variation suivant la sphère où il s'exprime. Nous empruntons ici aux résultats de l'enquête Cevipof de 1995, faute de disposer de l'indicateur adéquat dans celle de 1997 : « Quand il s'agit de parler politique dans la sphère du travail (avec les collègues) la différence entre hommes et femmes (actifs) est maximale (19 points de pourcentage). Dans les conversations politiques "avec les amis", ce sont encore les hommes qui affirment leur domination (13 points d'écart). Quand il s'agit de parler politique avec la famille, l'écart n'est plus que de 5 points ; enfin, la différence s'inverse pour ce qui est de parler politique "avec le conjoint" » (Boy, Mayer, 1997, p. 33-34). Aujourd'hui comme hier¹, les femmes « n'oseraient » affirmer leur compétence politique que dans la sphère privée, laissant aux hommes le monopole de la parole politique dans la sphère publique.

1. À partir d'un sondage Ifop de 1953, M. Duverger (1955) notait que « les différences entre les fréquences d'hommes et de femmes qui déclarent discuter des élections sont d'autant plus grandes que les relations avec les interlocuteurs sont moins étroites ». Voir aussi D. Gaxie, *Le cens caché*, Paris, Seuil, 1978, p. 134.

Tableau 1. Attitudes politiques selon le genre

	(en %)		
Intérêt politique	Femmes	Hommes	Écart
S'intéresse à la politique	41	56	- 15
<i>Attitude protestataire</i>			
La grève est un moyen d'action efficace.....	44	51	- 7
<i>Évaluation du système politique</i>			
Les hommes politiques ne se préoccupent pas de gens comme nous.....	82	79	+ 3
La démocratie ne fonctionne pas bien	63	55	+ 8
90 % des députés sont des hommes et c'est grave pour la démocratie	61	56	+ 5
<i>Autoritarisme/nationalisme/racisme</i>			
Il faudrait rétablir la peine de mort	51	48	+ 3
L'école devrait donner le sens de la discipline et de l'effort.....	52	49	+ 3
Se sent seulement Français	30	19	+ 11
Il y a trop d'immigrés en France.....	62	56	+ 6
On ne se sent plus chez soi comme avant.....	48	40	+ 8
Il y a des races moins douées que d'autres	20	17	+ 3
<i>Rapport à l'Union européenne</i>			
La France a bénéficié de son appartenance à l'Union .	46	55	- 9
La poursuite de l'Union aura des effets positifs sur la croissance.....	51	58	- 7
Avec l'Union la France sera mieux protégée contre les risques liés à la mondialisation	59	63	- 4
Favorable à la monnaie unique	57	66	- 9
Se sent autant Européen que Français	35	43	- 8
Éprouverait de grands regrets si l'Union était abandonnée	43	52	- 9
<i>Choix de politique économique</i>			
D'accord pour limiter les importations	59	50	+ 9
D'accord pour réduire le nombre de fonctionnaires ...	39	44	- 5
D'accord pour augmenter le Smic de 1 000 F.....	84	80	+ 4
D'accord pour créer 350 000 emplois publics.....	80	66	+ 14
Il faut accorder la priorité à la situation des salariés sur la compétitivité de l'économie	71	61	+ 10
La mondialisation laisse des marges de manœuvres au gouvernement	39	44	- 5
<i>Évaluations prospectives</i>			
Confiant dans l'avenir de sa situation personnelle	29	37	- 8
A le sentiment que la situation économique du pays va s'améliorer.....	24	26	- 2

Source : Enquête Cevipof de 1997.

En même temps, lorsqu'on analyse les variations de l'intérêt politique autodéclaré selon la fréquence des conversations politiques avec les divers types d'interlocuteurs, on observe que les femmes nient en quelque sorte le caractère politique de leurs propos lorsque ceux-ci émanent de la sphère privée/familiale. À

des échanges politiques fréquents avec la famille ou le conjoint sont associés, chez les femmes, des niveaux d'intérêt politique bien plus faibles que chez les hommes (écarts de l'ordre de 15 points). Au contraire, à des conversations fréquentes avec les collègues et les amis sont associés des niveaux d'intérêt très semblables (écarts réduits à 5 ou 6 points). Condition *sine qua non* pour que les femmes qualifient leur parole politique de « politique », il faut qu'elle soit échangée avec des interlocuteurs extérieurs à la famille. Faute de quoi, elle est disqualifiée comme politique. Aux hommes importe assez peu, au contraire, le lieu privé ou public, d'où ils parlent politique. Privilèges de « dominants », ils se sentiraient toujours légitimes, socialement, à parler politique et à s'y intéresser. Les femmes, au contraire, tendent à déprécier leur parole politique, preuve supplémentaire de ce que « l'auto-exclusion » vient prendre le relais de l'« exclusion expresse », de ce que « l'agoraphobie socialement imposée peut survivre longtemps à l'abolition des interdits les plus visibles » (Bourdieu, 1998, p. 45).

Moindre compétence politique ou politisation négative ?

Le plus surprenant est que l'intériorisation par les femmes du monopole masculin de la politique ne tende pas à s'atténuer avec le temps. Si l'intérêt politique déclaré a augmenté chez les hommes et les femmes depuis 1988, l'écart entre eux reste constant, autour de 13 à 15 points. Comment expliquer cet « invariant » de la culture politique féminine, sachant que le handicap socioculturel entre les sexes s'est réduit et que cela aurait dû contribuer à amoindrir le *gender gap* sur un indicateur qui varie beaucoup en raison du capital social détenu ?

Les électrices les moins politisées ont le profil de femmes issues de milieux assez démunis culturellement et socialement. Elles recrutent aussi parmi les jeunes. Dans ces catégories, l'écart de politisation selon le genre est élevé (autour de 15 à 20 points). Ainsi, 24 % des ouvrières se disent intéressées par la politique, contre 43 % des ouvriers. Inversement, les femmes les plus politisées viennent des milieux favorisés : diplômées du supérieur (59 % d'intérêt politique élevé), cadres supérieurs/professions libérales (60 %), enseignantes (64 %), fonctionnaires (49 %), habitantes de la région parisienne (53 %). Mais l'inattendu

réside en ce que, même au sommet de la pyramide sociale, les femmes déclarent un intérêt politique bien moindre que les hommes (– 10 à – 15 points). Loin de diminuer avec le niveau des diplômes, l'écart de politisation est, au contraire, plus élevé chez les diplômés du supérieur (18 points) qu'il ne l'est chez les diplômés du primaire (13 points)¹. L'écart est important aussi chez les sympathisants d'extrême gauche (10 points).

Pourquoi même lorsqu'elles disposent, de par leur position sociale, leur capital culturel, ou leur engagement idéologique, des instruments nécessaires au déchiffrement des significations de la politique, les femmes veulent-elles faire savoir qu'elles s'intéressent moins à celle-ci ? Leur relatif désintérêt politique paraît bien être la résultante de deux phénomènes opposés. Provenant d'un sentiment de moindre compétence chez les unes – les plus défavorisées –, il résulte chez les autres – les plus dotées en capital culturel et social – d'une prise de distance critique vis-à-vis de la politique. Ainsi, le moindre intérêt politique autodéclaré par les étudiantes et les diplômées du supérieur ne serait pas indifférence de ces femmes à la politique mais, au contraire, « politisation négative », selon l'expression de Jean-Louis Missika, recul critique vis-à-vis de celle-ci. On pourrait dire que femmes et hommes ne sont pas seulement inégalement politisés parce que inégalement compétents. Ils seraient aussi inégalement politisés parce que inégalement critiques vis-à-vis du système politique.

Scepticisme et défiance politiques, vertus féminines

Le scepticisme et la défiance envers le système et les acteurs politiques constituent la deuxième série d'attitudes qui concourent à ce que les femmes entretiennent aujourd'hui encore un autre rapport à la politique. Certes, elles ne sont qu'à peine plus enclines que les hommes à douter de la capacité des leaders politiques à comprendre les préoccupations des gens ordinaires (+ 3 points). Mais la perte de confiance à l'égard du personnel

1. Chez les étudiants, l'écart de politisation est de 15 points. Dans l'enquête de 1995, on n'observe également aucune diminution d'intérêt politique selon le genre suivant le niveau de diplôme.

politique, en hausse depuis 1978, s'est plus fortement accentuée encore chez les femmes (+ 23 points contre + 20 chez les hommes). S'agissant du fonctionnement du système démocratique, les femmes se révèlent plus sévères que les hommes. Aujourd'hui, 63 % des premières estiment que la démocratie ne fonctionne pas bien contre 55 % des seconds. En dix-neuf ans, la critique du système représentatif s'est intensifiée chez l'ensemble de nos concitoyens, mais plus encore chez les femmes. Ajoutons qu'elles sont aussi plus sceptiques quant aux vertus de l'alternance, comme si elles avaient été plus déçues par l'efficacité de celle-ci dans l'amélioration de leurs conditions de vie ¹.

Pourquoi les femmes sont-elles plus défiantes vis-à-vis de la démocratie et de l'action des hommes politiques, alors même que leur moindre extrémisme ne les prédispose pas à évaluer négativement le système politique ² ? L'éclairage sociologique met en valeur que les plus sceptiques viennent des milieux populaires : ouvrières (73 %), diplômées du primaire (67 %), de celles qui sont à la recherche d'un emploi (72 %). Le pessimisme économique nourrit d'ailleurs un fort pessimisme politique : 76 % des femmes qui pensent que la situation économique du pays va se dégrader considèrent que la démocratie en France ne fonctionne pas bien (69 % des hommes). Toutefois, le scepticisme politique féminin ne saurait seulement s'expliquer par l'inégalité de statut socio-économique selon le genre. Car chez les « nantis » (étudiants, cadres supérieurs/professions libérales, diplômés du supérieur), comme chez les « optimistes », les femmes persistent à formuler des jugements plus sévères sur la démocratie et les leaders politiques. Pensent ainsi que la démocratie ne fonctionne pas bien : 62 % des étudiantes (contre 46 % des étudiants), 55 % de celles qui considèrent que la situation du pays va s'améliorer (43 % des hommes). Sans conteste, le système démocratique comme les acteurs politiques font l'objet, chez les électrices, d'une remise en cause par le haut, émanant des catégories les plus dotées en capital culturel et social.

1. Ainsi, 46 % des femmes (42 % des hommes) n'ont confiance ni dans la droite ni dans la gauche pour gouverner. Quant aux propositions de la gauche et de la droite, lors de cette élection, elles sont apparues « pas très » ou « pas différentes du tout » à 55 % d'entre elles (50 % d'entre eux).

2. Les plus critiques sont les sympathisantes du PC et du FN. Mais, quelle que soit la sympathie partisane, les femmes sont toujours les plus défiantes vis-à-vis de la démocratie.

La monopolisation masculine du pouvoir politique, de plus en plus critiquée par l'opinion dans son ensemble (Sineau, 1998), l'est plus encore par les femmes. En 1997, 61 % d'entre elles (56 % des hommes) sont d'accord avec le fait qu'il est grave pour la démocratie que 90 % des députés soient des hommes. Les plus féministes proviennent bien sûr des milieux les plus privilégiés : diplômées du supérieur (72 %), enseignantes (73 %), cadres supérieurs/professions libérales (68 %), étudiantes (69 %). Elles se rencontrent aussi chez les habitantes de la région parisienne (66 %), les jeunes, les personnes âgées, les sans-religion. Le monopole masculin de la politique est aussi fortement vilipendé par les sympathisantes de l'extrême gauche, du PC et des écologistes. Enfin, cette critique de l'accaparement viril du pouvoir émane – fait plus inattendu – des chômeuses (73 % contre 53 % des chômeurs). Ce féminisme des chômeuses renvoie sans doute à la composition du groupe (qui comprend 46 % d'employées, un milieu assez critique des pratiques monopolistiques masculines), le groupe des chômeurs étant formé à plus de 50 % d'ouvriers (peu portés à réprouver la virilité du pouvoir).

Si la défiance dans les vertus démocratiques se rencontre d'abord chez les femmes des milieux populaires, la critique féministe du pouvoir provient donc principalement des femmes issues des couches cultivées, privilégiées, et urbaines. C'est en leur sein que les divergences selon le genre sont les plus importantes, les hommes étant en retrait sur les normes libérales et féministes de leur milieu comme s'ils redoutaient que le partage du pouvoir ne touche au principe de leurs privilèges. Au bas de la hiérarchie, là où la norme féministe n'a guère cours, la condamnation de la masculinité du pouvoir est au contraire à peine plus accusée chez les femmes que chez les hommes.

Un potentiel protestataire inégalement partagé

La moindre propension des femmes à adopter des attitudes protestataires est le troisième trait qui singularise leur rapport au politique. Les deux précédentes enquêtes du Cevipof (1988 et 1995) laissaient paraître que les femmes étaient moins disposées à approuver un certain nombre d'actions protestataires (refus de payer les impôts, manifestations de rue, peinture de slogans sur

les murs, occupation de bâtiments administratifs, provocation de dégâts matériels, grève). Si le potentiel de protestation s'est accru entre 1988 et 1995, l'augmentation a été moindre chez les femmes, de sorte que l'écart selon le genre a le plus souvent augmenté entre ces deux dates (il atteint 7 points sur les grèves et 9 points sur les manifestations de rue). En outre, l'enquête de 1995 révèle que les femmes sont plus nombreuses à dire n'avoir jamais participé effectivement à une manifestation de rue au cours des deux dernières années (84 % contre 78 %).

Dans l'enquête de 1997, un seul indicateur a trait à la dimension protestataire, et se rapporte à un moyen d'action conventionnel : « Pensez-vous qu'aujourd'hui la grève est un moyen d'action efficace » ? Les femmes déclarent un plus grand scepticisme (44 % contre 51 %) quant à l'efficacité de ce moyen de lutte collective. Cela ne les empêche pas, cependant, d'afficher une grande solidarité vis-à-vis des grèves de novembre-décembre 1995, comme si elles donnaient ainsi « procuration aux grévistes pour exprimer [...] leurs inquiétudes, mécontentements et aspirations » (Rozès, 1997). Tel est le cas, en particulier des chômeuses, dont 68 % d'entre elles s'avouent solidaires des grévistes de 1995 (54 % des chômeurs).

La plus grande réserve des femmes vis-à-vis de l'arme qu'est la grève s'explique en partie par des raisons sociologiques et idéologiques. L'« effet travail » commande véritablement chez elles l'acceptation de la grève comme mode de gestion efficace des conflits : les actives croient plus souvent que les femmes au foyer en l'efficacité de la grève (44 % contre 36 %), même si elles y sont elles-mêmes moins acquises que les actifs (52 %). En outre, l'écart selon le genre est maximal chez les ouvriers et employés, les indépendants, et les sans-diplôme. Il est aussi très grand chez ceux qui refusent de se classer sur l'échelle gauche/droite et qui ne déclarent aucune proximité partisane, et chez les sympathisants écologistes et des partis de droite. En revanche, sous certaines conditions, l'effet de genre est annulé. Chez les étudiants, les enseignants, les professions intermédiaires, les fonctionnaires, les sympathisants du PC et de l'extrême gauche, les femmes sont aussi nombreuses que les hommes à croire en l'efficacité de la grève. Enfin, parmi les jeunes de moins de 25 ans et les détenteurs d'un fort capital culturel, elles se montrent franchement en pointe. 58 % des diplômées du supérieur (53 % des hommes)

s'avouent adeptes déclarées de la grève et 50 % solidaires du mouvement de décembre 1995 (38 % des hommes).

Ainsi, l'acceptation de la grève est liée chez les femmes à la socialisation que procure l'entrée dans le monde de l'activité salariée, ou encore à l'adhésion aux « normes » de certains milieux (enseignants ou fonctionnaires). Elle est liée de même à la conscience politique que procure la détention d'un certain capital social ou culturel, ou, à défaut, la proximité idéologique avec l'extrême gauche. Tout laisse penser que, dans un avenir proche, hommes et femmes pourraient adopter des attitudes très semblables face à la grève.

VOTE FRONTISTE : LA GRANDE DIFFÉRENCE

Les femmes ont contribué, pour une part, à susciter l'alternance politique de 1997. Au premier tour des législatives, la gauche alliée aux écologistes réalise le même score¹ chez les hommes et les femmes (48 %) ; mais, par rapport au premier tour de la présidentielle de 1995, elle améliore davantage son score chez elles que chez eux (+ 9 points contre + 5 points). Les femmes ne forment plus un électorat captif². Ayant bénéficié du mouvement général d'émancipation des citoyens, elles ont acquis une nouvelle identité, plus mobile, plus autonome vis-à-vis des partis politiques. La ressemblance générale des deux électorats ne doit pas dissimuler une double particularité du vote des femmes. Tout d'abord, au sein de l'ensemble gauche/écologie, elles privilégient quelque peu les écologistes (+ 3 points) au détriment du PS (- 2 points) et du PC (- 2 points). L'engouement mou des électrices pour le PS a fait dire à certains que les efforts déployés vis-à-vis de celles-ci durant la campagne n'ont guère été payants, sauf chez les moins

1. Les pourcentages concernant le vote au premier tour des législatives sont pondérés pour permettre les comparaisons avec les sondages et les résultats des élections.

2. Sous la Quatrième République, elles ont constitué l'électorat privilégié du MRP, avant d'incarner, au début de la Cinquième, une fidélité sans faille au général de Gaulle et aux formations qui s'en réclament.

de 25 ans et les étudiantes¹. Si les femmes votent un peu moins communiste, la différence est devenue négligeable par rapport à ce qu'elle était dans le passé. Pendant vingt ans, le rapport hommes-femmes dans l'électorat du parti communiste a été de 60/40, il est aujourd'hui de 54/46. D'ailleurs, plus de la moitié d'entre elles (comme plus de la moitié des électeurs) estime souhaitable qu'« en cas de victoire de la gauche aux élections législatives il y ait des ministres communistes dans le gouvernement ». Si l'on ajoute qu'elles sont un peu plus nombreuses que les hommes à voter pour l'extrême gauche, il devient inexact d'affirmer que les femmes sont plus réticentes à voter pour les partis extrêmes. L'extrémisme de gauche ne les effraie plus. Seul l'extrémisme de droite leur répugne.

Une constante de la vie électorale depuis 1984

Deuxième particularité du vote des femmes : lorsqu'elles penchent à droite, elles donnent leur préférence à la droite modérée (+ 5 points) au détriment du Front national (- 6 points). Au premier tour, 12 % des électrices déclarent avoir voté pour les candidats de ce parti contre 18 % des électeurs. Depuis les débuts de la montée du Front national, en 1984, la résistance des femmes à la tentation lepéniste est une constante de la vie électorale (tableau 2). Certes, la progression du vote FN, lors des quatre élections législatives qui se sont déroulées depuis 1986, n'épargne pas l'électorat féminin, mais elle est moindre chez ce dernier (3 points contre 7 chez les hommes). Les élections européennes de juin 1999, intervenues après la scission du FN, ont vu la disparition de l'effet de genre sur le vote d'extrême droite. Marquent-elles la fin d'un cycle ? S'il est encore trop tôt pour le dire, on notera que le mouvement d'égalisation, loin de résulter d'un engouement subit des femmes pour l'extrême droite, provient au contraire d'une contraction de l'électorat masculin.

Deux hypothèses pouvaient *a priori* rendre compte de la réticence des électrices à se reconnaître dans le « symptôme Le Pen ». En refusant de voter Front national, les femmes manifesteraient

1. Le PS paraît avoir tiré bénéfice de ses pratiques « féministes » auprès des jeunes femmes (34 % des moins de 25 ans ont voté socialiste, contre seulement 22 % des hommes) et chez les étudiantes (33 % contre 23 %).

leur hostilité première à un parti dont l'un des objectifs explicites est d'assurer la « perpétuation de l'ordre des genres », et dont l'idéologie s'avère aussi antiféministe¹ que xénophobe. Le contenu du programme, marqué du sceau d'un paternalisme autoritaire (suppression de l'avortement légal, instauration d'un salaire maternel..., etc.) heurterait les principes féministes les plus élémentaires. L'anti-lepénisme des femmes pouvait aussi s'expliquer plus spécifiquement par leur refus de la violence, attesté par tous les sondages (Mayer, 1999, p. 126). Elles récuseraient dans ce mouvement une violence physique qui affleure à tout propos, et se traduisant par de nombreuses opérations « coups de poing ». Pourquoi se rallieraient-elles à la brutalité verbale d'un Jean-Marie Le Pen, dont les discours sont ostensiblement émaillés de « références à une virilité agressive » (Perrineau, 1997, p. 105) ?

Tableau 2. *Le vote Front national suivant le genre (1984-1999)*

	(en %)										
	E. 1984	E. 1989	E. 1994	E. 1999		P. 1988	P. 1995	L. 1986	L. 1988	L. 1993	L. 1997
				FN	MN						
Ensemble	11	12	10,5	6	3	14,5	15,5	10	10	13	15
Femmes.....	8	10	9	6	3	11	12	9	7	13	12
Hommes	14	14	12	5	3	18	19	11	12	14	18
Écart F/H.....	-6	-4	-3	+1	0	-7	-7	-2	-5	-1	-6

Sources : Sondages Sofres post-électoraux.

Le refus féminin de la tentation lepéniste : raisons sociologiques

Fait surprenant, la résistance au vote Le Pen est la plus forte chez deux groupes de femmes que tout oppose. D'une part, elle est manifeste chez celles que l'on pourrait qualifier de privilégiées ou idéologiquement tournées vers la modernité et les valeurs féministes : diplômées du supérieur (6 % de vote FN contre 17 % des hommes), membres des professions libérales et cadres supérieurs (3 % contre 13 %), étudiantes (9 % contre 15 %), et enfin celles qui condamnent le monopole masculin de

1. Voir l'intervention de Marie-France Stirbois à l'Université d'été du Front national, le 26 août 1998, sur le thème « Libérer la femme du féminisme » : celui-ci est dénoncé comme « idéologie de débauche », « avatar du communisme » (Mayer, Sineau, 1999).

la politique (10 % contre 16 %). D'autre part, le refus du vote frontiste se rencontre chez celles qui sont dotées d'un profil très traditionnel, allant en général de pair avec une morale « familialiste » : les 65 ans et plus (6 % de vote FN contre 20 % chez les hommes), les pratiquantes régulières (3 % contre 16 %), les retraitées (6 % contre 22 %), les veuves (9 % contre 26 %).

Ainsi, l'anti-lepénisme féminin allierait l'eau et le feu. Il renverrait d'un côté au féminisme de la fraction la plus dynamique de l'électorat féminin, qui, en se démarquant du vote frontiste, signifierait son hostilité à l'idéologie patriarcale du Front, fondée sur l'infériorité de la femme et la suprématie de l'homme « viril », appelé à affirmer sa domination dans la famille, la société et la politique. Mais il renverrait d'un autre côté, chez les électrices traditionnelles, au refus du « caractère radical et extrémiste du discours lepéniste » (Mayer, 1997, p. 438), comme à l'illégitimité d'un parti perçu comme hors-la-loi du système. La violence et le radicalisme critique de l'idéologie frontiste heurteraient les catholiques les plus pratiquantes. Refus de l'ordre patriarcal chez les « féministes », refus de la violence chez les « traditionalistes » : c'est cette conjonction des contraires qui constituerait la force de l'anti-lepénisme féminin.

La religion : rempart moral contre un parti immoral

Soulignons l'importance majeure de l'acculturation religieuse sur le niveau du vote FN. D'une part, l'influence du genre est presque totalement annulée chez les sans-religion : le Front national y recueille 18 % des voix chez les hommes et 16 % chez les femmes. D'autre part, l'intégration à la communauté catholique a des effets différents sur le vote des électeurs et des électrices. Chez elles, la proportion de vote Le Pen diminue à mesure qu'augmente le niveau d'intégration religieuse : passant de 16 % chez les non-pratiquantes à 11 % chez les pratiquantes irrégulières et à 3 % chez les pratiquantes régulières. Chez eux, au contraire, l'effet de l'intégration au catholicisme est quasi nul. Pourquoi les valeurs religieuses feraient-elles barrage au vote Le Pen chez les femmes et non chez les hommes ? Le fait de se dire pratiquants réguliers en 1997 n'a sans doute pas la même signification chez les unes et chez les autres. Se définir comme tels renvoie chez les hommes à des comportements de minoritaires (ils

sont 8 %), dont on peut se demander si – pour une partie d'entre eux – la pratique messalisante n'est pas associée à une conception sinon intégriste, du moins droitière, du catholicisme¹. Évoquons, en outre, l'asymétrie des valeurs dispensées par l'Église qui – plus que d'autres appareils idéologiques – a inculqué la double morale (aux femmes, l'apprentissage de l'obéissance, de la douceur, du dévouement à autrui, de la compassion envers les déshérités ; aux hommes, l'apprentissage de la virilité, du commandement, de l'autorité, etc.). Tout se passe comme si l'enseignement catholique agissait sur les consciences féminines en agent propagateur d'une morale de tolérance et d'humanisme, morale s'opposant au vote pour un parti bafouant ces valeurs ; alors que, chez les hommes, la religion n'aurait guère la vertu d'être un rempart moral contre un parti idéologiquement « immoral ».

Effets différenciés de la crise sur le vote frontiste

Last but not least, le vote Le Pen correspond moins souvent chez les femmes – et sauf chez les ouvrières – à un vote protestataire qui exprimerait la détresse de victimes de la crise. Seules 10 % des chômeuses ont voté FN au premier tour des législatives contre près d'un quart des chômeurs (24 %). Quelles en sont les raisons, alors que l'idéologie des chômeuses devrait les y prédisposer, étant très en pointe dans l'expression d'attitudes relevant de l'autoritarisme, du nationalisme, et du racisme, terreau du vote FN (cf. *infra*) ? Seule la réalisation d'entretiens auprès de la population sans emploi permettrait d'aller plus avant dans la compréhension du phénomène. Un élément d'explication nous est suggéré par l'enquête, qui renvoie à la composition différente du groupe des chômeurs selon le genre. On l'a dit, plus de la moitié des chômeurs sont ouvriers – un groupe social qui exprime une forte propension au vote d'extrême droite (24 % des ouvriers ont voté pour le Front) – alors que près de la moitié des chômeuses sont employées, une appartenance professionnelle qui les prédispose moins à céder au vote frontiste (14 % des employées ont réalisé ce choix).

1. De fait, l'intégration catholique va souvent de pair chez les hommes avec des attitudes plus droitières : 80 % des pratiquants réguliers se déclarent pour le maintien des lois Pasqua-Debré (39 % des femmes), 45 % d'entre eux sont pour le rétablissement de la peine de mort (39 % des femmes).

On mesure d'une autre façon que la crise a des effets différenciés sur le vote, en s'intéressant à ce que Michael Lewis-Beck a appelé le « vote du porte-monnaie » (Boy, Mayer, 1997, p. 239-260). L'influence sur le vote Le Pen des évaluations économiques prospectives ne sont pas de même ampleur chez les électeurs et les électrices. Chez celles-ci, le pessimisme économique relatif ou à leur propre avenir ou à l'avenir du pays est associé à une moindre fréquence de vote Le Pen ¹.

Vers une audience croissante du FN parmi les femmes ?

Alors, paradoxal le vote des femmes ? Oui, en partie. Celles-ci continuent, au fil des années, de résister à l'attrance d'un vote qui, chez les hommes, prend le sens d'un exutoire à des difficultés d'ordre économique (chômage) ou d'ordre personnel (divorce, veuvage). Tandis qu'elles sont plus touchées qu'eux par les effets de la crise et de l'isolement, cause majeure du lepénisme ordinaire, elles se refusent plus qu'eux à voter pour le parti de Jean-Marie Le Pen. Nous verrons que le paradoxe est encore plus grand qu'il n'y paraît, en constatant que les femmes manifestent plus souvent des attitudes autoritaires, nationalistes, racistes et eurosceptiques, allant d'habitude de pair avec le vote Le Pen.

Peut-on pour autant penser que l'électorat féminin peut devenir « terre de mission » privilégiée pour le Front national (Jaffré, 1998) ? Deux éléments vont dans ce sens. Le premier est qu'on observe une rupture selon les générations de femmes (qui n'existe pas chez les hommes). Chez les 50 ans et plus, la réticence au vote FN est forte, sans nul doute, liée à leur fort degré d'intégration religieuse. Seules 10 % des 50-64 ans, 6 % des 65 ans et plus ont réalisé un tel choix électoral (contre 22 % et 20 % des hommes du même âge) : le *gender gap* est donc réel au sein de l'électorat âgé ou très âgé. Au contraire, chez les plus jeunes, le vote frontiste est plus fréquent et l'écart hommes/femmes est faible, voire nul (chez les 25-34 ans, le pourcentage de vote Le Pen est quasi identique : autour de 20 %).

L'évolution du vote des ouvrières est un second élément qui montre que le lepénisme a déjà entamé certaines fractions de l'élec-

1. Ont opté pour un candidat lepéniste 14 % des femmes qui pensent que la situation économique du pays va se dégrader, contre 21 % des hommes.

torat féminin, et pourrait demain en séduire d'autres. Alors qu'en 1995 les ouvrières se démarquaient des ouvriers par leur réticence à voter Jean-Marie Le Pen¹, en 1997 près d'un quart d'entre elles a voté pour des candidats FN (comme 25 % des ouvriers). Elles cèdent aussi plus facilement à l'expression d'attitudes autoritaires, nationalistes et racistes (cf. *infra*). Tout se passe comme si la crise avait abouti, au fil des années, à fragiliser (emplois précaires, sous-emploi², sous-rémunération...) la situation professionnelle de cette catégorie d'actives, peu qualifiées et peu diplômées : leur haut niveau de vote FN exprimerait leur désespérance face à des difficultés économiques vécues comme insurmontables. Ce que reflète le fait que les ouvrières sont plus inquiètes en pensant à l'avenir de leur situation (82 % contre 72 % des ouvriers). Le vote Le Pen des ouvrières serait bien un vote de type protestataire.

DES CHOIX ÉCONOMIQUES CLIVÉS PAR LA CRISE

Nourrissant moins souvent l'audience électorale du Front national, les femmes se montrent pourtant un peu plus enclines que les hommes à manifester des attitudes autoritaires, nationalistes et racistes, substrat idéologique du vote FN. Dans le même temps, elles font toujours preuve d'une plus grande intégration à la communauté catholique, comme si ce trait faisait partie d'un autre « invariant » de la culture féminine. Pour quelles raisons ont-elles donc un rapport différent à la religion, à l'autorité, à la nation et au racisme ?

Un rapport au religieux toujours spécifique

Aujourd'hui encore, les femmes constituent le noyau dur des catholiques. On compte chez elles deux fois plus de catholiques pratiquants dits « réguliers », c'est-à-dire assistant à la messe une à

1. D'après l'enquête Cevipof 1995, 13 % seulement des ouvrières avaient voté Jean-Marie Le Pen, contre 25 % des ouvriers (chiffres pondérés).

2. Ainsi, en 1992, le taux de chômage des ouvrières était de 19,9 % contre 11 % chez les ouvriers. Voir DARÈS, « Les chiffres clefs du travail féminin », *Premières informations*, 2-3 septembre 1994, p. 52.

deux fois par mois (16 % contre 8 % chez les hommes) et, réciproquement, moins de sans-religion (20 % contre 26 %). En cette fin de siècle marquée en France par les progrès de l'irréligion, les femmes ne constituent en rien, cependant, une population refuge pour une Église catholique en perte de vitesse. En vingt ans, la pratique régulière du catholicisme a diminué chez elles autant que chez les hommes (– 5 points). De même, l'irréligion a progressé dans des proportions voisines (respectivement + 9 points et + 8 points). En devenant très minoritaires en France, les catholiques pratiquants réguliers n'ont fait qu'accentuer leur spécificité sociologique. Mais, chez les femmes, la pratique est encore plus souvent associée à la détention d'attributs particuliers : ruralité, veuvage, inactivité professionnelle, appartenance à certains groupes sociaux (agriculteurs, patrons, indépendants, retraités), à des générations âgées. Se définissent ainsi comme catholiques pratiquantes régulières un tiers des veuves, 32 % des femmes âgées de 65 ans et plus et 28 % des retraitées.

La baisse de l'intégration religieuse chez les jeunes (entre 18/25 ans, on ne compte que 7 % de catholiques pratiquants, chez les hommes comme chez les femmes) conduit à se demander si l'on observe un effet du cycle de vie ou si l'on assiste à un renouvellement des générations. La réponse donnée par G. Grunberg et É. Schweisguth est qu'on a bien affaire à un déclin des valeurs religieuses lié au renouvellement des générations (Boy, Mayer, 1997, p. 151-152). Cela signifie que, dans trente ou quarante ans, on n'observera plus aucun écart de pratique religieuse selon le genre. Dans l'immédiat, le maintien d'une forte différence d'intégration religieuse entre femmes et hommes induit des effets importants sur le contenu des valeurs auxquelles elles et ils adhèrent.

*Autoritarisme, nationalisme, racisme :
des valeurs diversement partagées*

Depuis quelque vingt ans, l'opinion a évolué vers un plus grand libéralisme. Aujourd'hui, 52 % des femmes et 49 % des hommes approuvent l'idée que « l'école devrait donner avant tout le sens de l'effort et de la discipline », contre, respectivement, 61 % et 59 % en 1978. De même, 51 % des premières et 48 % des seconds tombent d'accord avec l'idée qu'« il faudrait

rétablir la peine de mort », alors qu'ils étaient respectivement 61 % et 64 % en 1988. Sur cette question, l'évolution libérale est donc moins accusée chez les femmes, qui font preuve d'un autoritarisme légèrement plus élevé.

Pulsions autoritaires des plus défavorisées

Les fondements de l'autoritarisme féminin sont d'ordre socio-culturel. Les plus autoritaires se rencontrent au sein de l'électorat traditionnel (personnes âgées de 65 ans et plus, retraités, veufs, femmes au foyer, catholiques pratiquants, agriculteurs et patrons). Elles viennent aussi des milieux les plus démunis culturellement et socialement. La moitié des chômeuses (32 % des chômeurs) sont pour une école apprenant l'effort et la discipline ; 64 % des ouvrières (61 % des ouvriers) sont favorables au rétablissement de la peine de mort. Nul doute que les difficultés liées à la précarisation généralisée aient suscité chez ces femmes des pulsions autoritaires comme elles ont généré chez elles des réactions de repli sur la nation et de méfiance envers l'étranger.

Nationalisme d'autodéfense

Plus encore que sur l'autoritarisme, les deux genres divergent dans leur propension à exprimer des attitudes nationalistes. En France, depuis 1995, le nationalisme, mesuré à partir du sentiment d'appartenance à la France et à l'Europe, affiche une tendance à la baisse. Si les femmes aussi sont affectées par ce déclin du sentiment national, elles demeurent aujourd'hui plus portées que les hommes à revendiquer leur appartenance exclusive à la France (+ 11 points) et symétriquement à refuser une identité européenne (- 8 points), ce que révélait déjà l'enquête de 1995. Ce nationalisme féminin plus exacerbé est, toutefois, un phénomène relativement nouveau : les enquêtes du Cevipof de 1978 et de 1988 montraient que le sentiment national, mesuré à partir du sentiment de fierté d'être français, était indépendant du sexe.

Est-ce de la part de ces femmes manifestation d'un nationalisme d'« autodéfense » selon l'expression de Pierre-André Taguieff, face à l'essor d'une mondialisation qui serait vécue comme facteur de précarisation ? On peut en faire l'hypothèse, dans la mesure où les racines du nationalisme féminin sont de nature sociale et économique. Le profil de celles qui se définissent

par leur appartenance exclusive à la France dessine le portrait de femmes peu diplômées, souvent au foyer, chômeuses ou exerçant la profession d'ouvrières et d'agricultrices. Si les caractéristiques socioculturelles du nationalisme sont les mêmes chez les électeurs des deux sexes, elles sont exacerbées chez les femmes. Ainsi près de la moitié des ouvrières (48 %) expriment un sentiment d'appartenance exclusive à la France (contre 31 % des ouvriers). Ce serait donc d'abord chez les femmes que recruterait le « national-populisme », dont l'expression refléterait le repli sur l'État-nation de celles qui sont les plus marginalisées, et qui, loin de percevoir la construction européenne comme une chance, la redoute comme un danger de plus grande vulnérabilité (cf. *infra*).

Les ressorts idéologiques du nationalisme sont les mêmes quel que soit le genre. Nommons tout d'abord le racisme, l'autoritarisme, l'extrémisme de droite. Nommons aussi le pessimisme économique et l'euroscpticisme. Pourtant, le nationalisme féminin est plus fortement corrélé à toutes ces valeurs. En ce sens, il est plus « dur ». Ainsi, se définissent comme « Françaises d'abord » 52 % de celles qui sont tout à fait d'accord pour dire qu'il n'y a pas de races plus douées que d'autres (36 % des hommes), 46 % de celles qui sont tout à fait d'accord pour rétablir la peine de mort (29 % des hommes). L'ouverture européenne semble avoir accru chez elles l'anxiété et l'inquiétude, génératrices de repli identitaire vers la nation : se reconnaissent comme Françaises d'abord 50 % de celles qui éprouveraient un vif sentiment de soulagement si l'Union était abandonnée (37 % des hommes).

Soulignons que les électrices et les sympathisantes du Front national sont plus nationalistes que les électeurs et les sympathisants de ce même parti : 45 % des électrices et 55 % des sympathisantes frontistes se définissent comme « Françaises d'abord » (respectivement 31 % et 43 % chez les hommes). On pourrait dire que, lorsqu'elles sont nationalistes¹ (et racistes), les femmes sont moins portées que les hommes à voter Front national – parti qui met en avant ces valeurs – mais, lorsqu'elles sont électrices ou sympathisantes de ce parti, elles expriment une sur-adhésion aux valeurs nationalistes et racistes de ce parti.

1. Parmi les « Français d'abord », seules 20 % des femmes votent Front national, contre 33 % des hommes.

Racisme ordinaire

Si les sentiments relevant du « racisme ordinaire » ont progressé dans l'opinion entre 1988 et 1995, ils affichent une tendance à la baisse depuis 1995. Cette baisse affecte aussi les femmes, mais à un moindre degré, de sorte que l'écart selon le genre est plus accusé aujourd'hui qu'il ne l'était auparavant. Dans l'enquête de 1997, les femmes sont sensiblement plus nombreuses à considérer que « maintenant on ne se sent plus chez soi comme avant » (+ 8 points), qu'« il y a trop d'immigrés en France » (+ 6 points) et un peu plus nombreuses à penser – degré supérieur de racisme – qu'« il y a des races moins douées que d'autres » (+ 3 points).

Ce surcroît de sentiments xénophobes a des fondements socio-économiques évidents. Les femmes les plus racistes sont les plus démunies culturellement, et les plus isolées (âgées de 65 ans et plus, vraies femmes au foyer n'ayant jamais travaillé, veuves...). Ce sont aussi les chômeuses et les ouvrières. Il est un fait que le racisme populaire s'exprime d'abord chez les femmes : 71 % des ouvrières pensent qu'« on ne se sent plus chez soi comme avant » (contre 53 % des ouvriers), 80 % qu'« il y a trop d'immigrés en France » (67 % des ouvriers), et 35 % qu'« il y a des races moins douées que d'autres » (24 % des ouvriers). Le sur-racisme des femmes est également manifeste parmi les électeurs du PC, comme chez ceux du Front national. Nul doute que la crise économique, qui a creusé les inégalités entre les classes comme entre les sexes, ait été un facteur d'accentuation du « racisme ordinaire » chez les ouvrières, comme il a été chez elles un facteur déclenchant du vote FN.

Plus surprenant : les femmes socialement favorisées affichent parfois des sentiments plus racistes. C'est le cas des cadres supérieurs et des professions libérales (47 % pensent qu'« il y a trop d'immigrés en France » contre 40 % des hommes). Même les étudiantes sont touchées sinon par le racisme du moins par des sentiments de repli frileux. Plus d'un quart d'entre elles (26 %) est d'accord avec l'idée qu'« on ne se sent plus chez soi comme avant » (13 % des étudiants), exprimant peut-être par là leur crainte devant les perspectives d'un marché de l'emploi qui ne se présente pas forcément pour elles sous les meilleurs auspices.

*Eurocepticisme, protectionnisme,
néo-keynésianisme : choix féminins*

Les attitudes nationalistes manifestées par les femmes vont de pair avec des attitudes plus défavorables à l'Europe ¹, et plus protectionnistes. Mais elles font également système avec des choix de politique économique de type keynésien, qui suggèrent que les femmes sont en forte demande de droits sociaux.

L'Europe : atout ou danger ?

L'eurocepticisme des femmes est patent, quel que soit l'angle sous lequel la construction de l'Union est abordée. Moins promptes à se « sentir autant Européennes que Françaises », elles se montrent dans le même temps plus sceptiques sur les bienfaits que l'Union européenne a procurés dans le passé ou pourrait à l'avenir procurer à la France. Seules 46 % des femmes contre une majorité absolue d'hommes (55 %) estiment que la France a bénéficié de son appartenance à l'Union ; 51 % d'entre elles (58 % des hommes), que la poursuite de l'Union aura des effets positifs sur la croissance. Plus rares encore sont celles qui considèrent qu'elle aura des « effets positifs sur la protection sociale ». Moins souvent favorables à ce symbole de l'identité européenne qu'est la monnaie unique ² (57 % contre 66 %), elles sont aussi moins enclines à penser que l'Europe puisse être un rempart contre « les risques liés à la mondialisation » (59 % contre 63 %). Logiques avec elles-mêmes, les femmes déclarent moins souvent qu'elles éprouveraient de « grands regrets si demain l'Union était abandonnée » (43 % contre 52 %).

Cet eurocepticisme féminin s'accompagne d'un plus grand pessimisme économique. À peine moins nombreuses à avoir « le sentiment que la situation économique du pays va s'améliorer » (24 % contre 26 %), les femmes sont surtout moins confiantes que les hommes dans « l'avenir de leur situation personnelle et

1. Cette moindre satisfaction des femmes vis-à-vis de l'Europe est confirmée par le dernier baromètre européen, effectué par l'Institut Louis-Harris, *Le Monde*, 7 novembre 1998.

2. D'après une enquête de la Sofres, réalisée en octobre 1998, 65 % des femmes envisageraient la mise en place de la monnaie unique avec inquiétude, contre 53 % seulement de l'ensemble des Français.

professionnelle » (29 % contre 37 %). Le pessimisme transparait aussi dans le sentiment d'une certaine impuissance gouvernementale face à la crise de restructuration : seules 39 % (44 % des hommes) pensent que la mondialisation laisse de grandes marges de manœuvre au gouvernement. Si euroscepticime et pessimisme économique ont partie liée – on est d'autant plus critique envers l'Europe qu'on projette un avenir relativement sombre pour son pays et surtout pour soi-même –, le pessimisme engendre chez les femmes une plus grande distance critique envers l'Europe. Ainsi parmi les « inquiets » pour l'avenir de leur situation personnelle et professionnelle, seules 38 % des femmes éprouveraient de grands regrets si l'Union était abandonnée (45 % des hommes).

Le portrait des eurosceptiques pessimistes est celui d'individus défavorisés, souvent en situation de vulnérabilité économique ou d'isolement. Les plus critiques envers l'Union sont en effet les moins diplômés, les ruraux, les ouvriers, les chômeurs, les femmes au foyer, les personnes âgées. Ils se rencontrent aussi chez les indépendants. L'effet des handicaps socioculturels sur les sentiments anti-européens est d'ailleurs souvent plus marqué chez les femmes. Ainsi seules 31 % des diplômées du primaire éprouveraient de grands regrets si l'Union était abandonnée (contre 41 % des hommes) ; seules 39 % des chômeuses pensent que la France a bénéficié de son appartenance à l'Union (59 % des chômeurs).

Parallèlement, au sein des groupes favorisés (étudiants, diplômés du supérieur, cadres supérieurs/professions libérales), qui sont les plus enthousiastes vis-à-vis de l'Europe, les femmes manifestent un certain recul critique. Recul qui s'était déjà exprimé lors de la ratification du traité de Maastricht (Mossuz-Lavau, Sineau, 1992). Visible, bien qu'à un moindre degré, chez les jeunes, cette distance est évidente chez les étudiantes : quel que soit le problème considéré (monnaie unique, bénéfices attendus pour la France en général ou dans tel domaine en particulier..., etc.), elles sont toujours plus réticentes vis-à-vis de la construction européenne, l'écart pouvant atteindre 10 points ou davantage. Ainsi, 69 % des étudiantes pensent que l'Europe est un bon rempart contre les risques liés à la mondialisation, alors que 81 % des étudiants adhèrent à ce point de vue. Il y a tout lieu de penser que les étudiantes anticipent les difficultés qui seront les leurs, en tant que femmes, quand elles intégreront le

marché du travail¹. Cette prise de conscience des inégalités qui les attendent est sans doute accentuée par le capital culturel dont elles disposent.

Néo-keynésianisme : un modèle d'avenir ?

Si les femmes ne misent guère sur l'Europe pour améliorer leur sort ou la situation économique du pays, la percevant sinon comme une « internationale du chômage » du moins comme débouchant sur des conquêtes sociales revues à la baisse, elles mettent leurs espoirs dans l'élaboration par la France, dans le cadre national, d'une politique économique de type néo-keynésien. Il n'est pas sûr cependant qu'elles adhèrent plus volontiers que les hommes à la conception d'un État dirigiste et régulateur. En tout cas, le mot « État » évoque moins souvent chez elles quelque chose de positif (62 % contre 67 %).

Bien que n'ayant pas davantage soutenu la gauche au premier tour des législatives, les femmes sont pourtant les plus enthousiastes pour approuver les mesures sociales promises par la gauche : qu'il s'agisse d'augmenter le Smic de 1 000 F (+ 4 points), de réduire la durée du travail sans diminution de salaire (+ 2 points), de refuser la diminution du nombre de fonctionnaires (+ 5 points), et plus encore de créer 350 000 emplois publics (+ 14 points). Cette volonté de l'électorat féminin de relance par l'augmentation des salaires et la création d'emplois publics, ce désir d'accorder la priorité à la situation des salariés sur la compétitivité de l'économie française (71 % contre 61 %) se doublent d'une aspiration à plus de protectionnisme économique : 59 % (50 % des hommes) sont d'accord avec le fait que la France doit limiter les importations de produits étrangers. Que les mots « profit » et « privatisation » soient moins souvent connotés positivement, alors que le mot « service public » a la faveur de près des trois quarts des femmes, semble indiquer que celles-ci se montrent hostiles à ce qui serait un capitalisme débridé².

1. Voir Claude Rack, « L'insertion professionnelle des jeunes filles », *Cahiers du Centre d'études de l'emploi*, novembre 1998.

2. Pour 49 % des femmes (56 % des hommes), le mot « profit » évoque quelque chose de positif ; pour 52 % d'entre elles (57 % des hommes) le mot « privatisation » évoque quelque chose de positif.

L'explication de ces clivages économiques tient, certes, beaucoup à l'inégalité des situations sociales et professionnelles, inégalité renforcée par plus de vingt ans de crise de restructuration. Le processus de précarisation et de sous-emploi dont ont souffert les femmes (en particulier les jeunes et les moins qualifiées), a renforcé chez elles l'aspiration à plus de protection. C'est bien chez les plus « vulnérables » que se fait sentir, avec véhémence, la demande simultanée de protectionnisme et d'une politique favorable aux droits des travailleurs, ouverte aux revendications salariales : nommons les moins de 25 ans, les ouvrières et employées, les diplômées du primaire, les chômeuses... (les écarts avec les attitudes masculines sont marqués). Plus qu'un refus de la « modernité », il faut voir dans les choix néo-keynésiens et protectionnistes opérés par ces femmes une manifestation réaliste de ce que leur situation de « salariées précaires » (embauchées en CDD, en intérim ou à temps partiel « contraint »), ne saurait être améliorée que par une régulation de la demande. Ayant fait les frais au premier chef de la flexibilité mise en œuvre par les politiques d'emploi, elles aspirent à recouvrer des droits qui les protègent des aléas du marché.

Mais les divergences économiques sont loin de ne concerner que les catégories défavorisées ou en situation de vulnérabilité. En haut de la hiérarchie sociale, les femmes – dont on a vu qu'elles étaient marquées par l'euroscpticisme – expriment des choix éminemment anti-libéraux, signifiant leur foi dans la mise en œuvre de relance keynésienne. Chez les étudiants, les diplômés du supérieur, et, dans une moindre mesure, les cadres supérieurs et les professions libérales, les écarts selon le genre sur la création d'emplois publics et sur l'amélioration de la situation des salariés avoisinent 15 et parfois 20 points. Même le désir de limiter les importations ne fait pas consensus, les femmes les plus dotées en capital social et scolaire étant beaucoup plus tentées par la mise en œuvre de barrières protectionnistes (écart supérieur à 10 points). On en vient à se demander si cette aspiration à plus de droits sociaux émanant de femmes situées à chacune des extrémités de l'échelle sociale n'est pas le facteur qui – en amont – expliquerait aussi la logique féminine du refus de voter pour le Front national, c'est-à-dire pour un parti qui, fondamentalement, « campe sur le sous-développement social ».

Au terme de cette enquête, femmes et hommes sont loin d'apparaître comme politiquement consensuels. Les lignes de frac-

ture sont importantes dans certains groupes cibles. Aux oppositions anciennes, visibles au bas de la hiérarchie, s'en surajoutent de nouvelles parmi la population la plus en flèche, celle qui représente l'avenir de la société. Les femmes jeunes, titrées, urbaines, étudiantes ou bien lorsqu'elles sont actives, cadres supérieurs ou membres d'une profession libérale, expriment un rapport critique à la politique, à la société, et au monopole masculin du pouvoir... Rapport critique sans doute exacerbé par une crise longue qui a fait comprendre à la « fraction dominante du genre dominé », pour paraphraser Bourdieu, que le progrès n'est pas toujours linéaire et que les droits dits « acquis » peuvent être remis en cause. Ces diverses catégories d'électrices votent plus souvent que leurs homologues masculins pour les forces de gauche ou écologistes, mais expriment surtout des attitudes idéologiques plus contestataires de la politique européenne néo-libérale qui a été menée jusque-là par les divers gouvernements de gauche comme de droite. La hausse du niveau d'éducation qui bénéficie à celles qui ne pourront plus être désignées comme le « deuxième sexe » va, à l'avenir, donner un poids politique croissant à des électrices qui seront moins dociles que par le passé, sinon plus revendicatives.

Mariette SINEAU

BIBLIOGRAPHIE

- Bourdieu (Pierre), *La domination masculine*, Paris, Seuil, 1998.
- Boy (Daniel), Mayer (Nonna), *L'électeur a ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.
- Duverger (Maurice), *La participation des femmes à la vie politique*, Paris, Unesco, 1955.
- Jaffré (Jérôme), « L'électorat féminin, terre de mission pour le Front national », *Le Monde*, 31 octobre 1998.
- Mayer (Nonna), « Du vote lepéniste au vote frontiste », *Revue française de science politique*, 47 (3-4), juin-août 1997, p. 438-453.
- Mayer (Nonna), *Ces Français qui votent Front national*, Paris, Flammarion, 1999.
- Mayer (Nonna), Sineau (Mariette), *Extrem Right-Wing Parties and Women. The Case of the French Front National*, Country Report Prepared for the Institut für Konfliktforschung, Vienne, 1999.

- Mossuz-Lavau (Janine), Sineau (Marianne), *Enquête sur les femmes et la politique en France*, Paris, PUF, 1983.
- Mossuz-Lavau (Janine), Sineau (Marianne), « Les femmes et Maastricht : un vote critique », *Libération*, 10 novembre 1992.
- Perrineau (Pascal), *Le symptôme Le Pen. Radiographie des électeurs du Front national*, Paris, Fayard, 1998.
- Ranger (Jean), « Les Français s'intéressent-ils à la politique ? » dans Cevipof, *L'électeur français en questions*, Paris, Presses de Sciences Po, 1990.
- Rozès (Stéphane), « Mouvements sociaux, classes et "grève par procuration" », Journée d'études Espace Marx du 18 octobre 1997 *Luttes, classes et transformations*.
- Sineau (Marianne), « La féminisation du pouvoir vue par les Français(es) et les hommes politiques », dans Jacqueline Martin (dir.), *La parité. Enjeux et mise en œuvre*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1998, p. 61-81.
- Verba (Sidney), « Comparative Political Culture », dans W. Pye, S. Verba, *Political Culture and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 1965.